

CONSULTATION POUR LE RECRUTEMENT D'UN/E EXPERT/E POUR L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE PLAIDOYER

Présentation de l'ARMCDH

L'ARMCDH est une association de droit marocain créée en 2010, qui a pour mission la promotion de la culture des droits de l'Homme via le cinéma

- **Présentation du contexte de la mission de l'expert.e**

Après dix ans de travail sur le terrain à relier le monde du cinéma et des droits de l'Homme à travers l'ouverture des salles de cinéma à des acteurs militants pour aborder des sujets au cœur de notre développement social à savoir les droits de l'Homme, l'ARMCDH a pensé ce projet comme une maturation naturelle de son intervention en tant qu'acteur associatif agissant pour la promotion de la culture des droits de l'Homme.

Le projet intitulé '**Le cinéma pour la réforme des politiques publiques et réforme de la politique publique du cinéma au Maroc**' vise à rassembler sous les mêmes cieux deux acteurs qui travaillent peu ensemble : les militants des droits humains et le monde du cinéma.

Il a pour objectifs d'inscrire le cinéma comme support et comme objet de la bataille culturelle et politique pour les droits humains et l'Etat de droit au Maroc ; de consolider et renforcer le rôle de la société civile dans le plaidoyer et de dynamiser le partenariat pluri acteurs dans la promotion et la défense des droits de l'Homme.

Le projet qui est programmé sur trois ans s'articule autour de 4 axes d'interventions :

1. L'appui à la société civile dans le plaidoyer sur des questions de droits humains, à travers le cinéma ;
2. L'introduction du cinéma comme un moyen de préparation à la réinsertion des détenus mineurs ;
3. L'intégration de l'approche des droits humains dans le monitoring des libertés et de la gouvernance dans le domaine du cinéma au Maroc ;
4. Le plaidoyer pour la réforme des politiques publiques relatives aux droits humains et au cinéma, à travers des projections-débats mensuelles.

Cette consultation rentre dans le cadre de l'axe trois du projet intitulée : **Réforme de la politiques publiques du cinéma : une approche droit humain de monitoring et de capacitation**

Cet axe à pour cible les réseaux associatifs. Il vise à améliorer les capacités des acteurs associatifs sur les sujets de la structuration d'une stratégie de plaidoyer, les droits humains et l'utilisation du cinéma comme moyen pour mener le plaidoyer en vue de promouvoir les Droits. Le renforcement des capacités permet à la fois aux acteurs associatifs de contribuer à produire des courts-métrages qui seront utilisés comme outils de plaidoyer et de s'approprier des outils et de les utiliser de manière adéquate et efficace.

L'appui au renforcement du plaidoyer de la société civile à travers l'usage du cinéma, intervient pour accompagner cette dernière, dans son travail pour la réforme du code pénale et du code de la procédure pénale.

Sur la base d'une note des recommandations des associations des droits de l'enfant relative à la réforme du code pénal et du code de la procédure pénale, l'expert.e sera amené.e à travailler avec ces associations pour élaborer de manière participative une stratégie de plaidoyer à porter ensemble en faisant de l'outil cinéma une composante principale.

L'expert.e sera également amené.e à livrer à l'ARMCDH le rapport de l'atelier avec les associations et la stratégie de plaidoyer développée dans un document écrit.

But de la consultation

Etablir une stratégie de plaidoyer au bénéfice des associations des droits de l'enfant sur la question des détenu.e.s mineur.e.s.

Missions du consultant.e

Le/la consultant.e a pour missions :

- d'animer un atelier avec les associations des droits de l'enfant pour élaborer de manière participative une stratégie de plaidoyer sur la question des détenu.e.s mineur.e.s .
- d'élaborer la stratégie de plaidoyer sur la question des détenu.e.s mineur.e.s .

Livrables attendus :

- un programme de l'atelier ;
- un rapport de l'atelier ;
- une stratégie de plaidoyer élaborée ;

Profil de l'expert.e :

- Diplôme universitaire supérieur dans les domaines du droit, sociologie, communication, sciences politiques, etc
- expérience similaire dans l'élaboration des stratégies de plaidoyer ;
- connaissance prouvée approfondie dans le domaine des droits de l'Homme ;
- capacités avérées de rédaction et de synthèse en langue française et arabe.

Dossier de candidature

Les personnes intéressées doivent adresser :

- Une note méthodologique
- Une Offre financière
- Un cv détaillé
- Lettres de référence dans l'expertise demandée

L'offre doit être adressée avant le 25 juillet 2022 à 12 :00 (Midi) à armcdh@yahoo.fr où déposée à son siège sis à : 5 Rue Youssef Ben Tachefine, apt 3. Quartier Hassan. Rabat